

Colonies françaises : une déclaration unitaire

Le 22 septembre 2023, à New-York, à l'occasion de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU, **les représentant·es de mouvements anticolonialistes de Nouvelle-Calédonie, de Martinique, de Guyane, de Polynésie (française), de Guadeloupe** ont rappelé la pertinence des résolutions de l'ONU sur la décolonisation et souligné l'urgence de l'achèvement du processus de décolonisation jusqu'à l'émancipation totale de tous les peuples sous domination coloniale :

« Le soutien aux peuples qui luttent pour se libérer du joug colonial, sur la base des principes fondamentaux du droit international, constitue un devoir sacré du Mouvement des Non-alignés, la seconde plus grande organisation internationale après l'ONU. La rencontre historique de nos organisations, ce représente un acte politique majeur pour les peuples qui souffrent encore de la domination coloniale. Elle nous donne la précieuse opportunité de mettre en commun nos réflexions sur la façon de répondre, solidairement, aux défis multiples qui nous sont posés dans la lutte pour l'indépendance nationale de nos peuples et l'exigence incontournable des réparations légitimes pour les crimes humains, économiques, écologiques, culturels historiquement commis par la puissance coloniale française.

Les mouvements anticolonialistes de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie (française), de Martinique, de Guyane et de Guadeloupe, présents à New-York, lancent un appel pressant au monde ainsi qu'aux organisations internationales, y compris à l'ONU, au siège duquel ils sont présents aujourd'hui, pour porter leurs voix le plus haut possible, appuyer leurs efforts en vue de faire respecter leurs droits fondamentaux à la liberté, aux réparations-pilier essentiel de la décolonisation-et au développement, dans l'intérêt supérieur de leurs peuples.

Notamment, concernant le droit à l'autodétermination, **nous soutenons fermement la décision du FLNKS de porter la contestation du 3eme référendum devant la Cour internationale de justice**, afin que le processus de décolonisation engagé par l'Accord de Nouméa soit respecté.

Concernant la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, nous exigeons que ces pays soient réinscrits sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser.

Concernant la Polynésie (française), Maohi Nui, la France qui est rappelée à l'ordre par l'AG des Nations Unies chaque année pratique la politique de la chaise vide depuis la réinscription de Maohi Nui sur la liste des pays à décoloniser. Nous exigeons que la France s'assoie autour de la table des négociations pour démarrer enfin les négociations du processus de décolonisation comme l'exigent les résolutions de 2013, 2019, 2020, 2022.

Au moment où notre humanité est confrontée aux conséquences majeures du réchauffement climatique et à des menaces inédites qui engagent son futur, nos organisations déclarent solennellement que l'abolition totale du colonialisme et du néocolonialisme ainsi que la construction d'un monde nouveau fondé sur une coopération mondiale entre les peuples, l'égalité, le respect mutuel et la souveraineté des peuples doivent fonder le socle des relations internationales dans le nouveau millénaire que nous construisons. [...]

Signataires : Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) - Mouvement des Jeunes Kanak en France (MJKF) - Parti pour la Libération de la Martinique (PALIMA) - Mouvement des démocrates et des écologistes pour une Martinique souveraine (MODEMAS) - Pour MAOHI NUI (Polynésie – Française) : TAVINI HUIRAATIRA - Maohi Protestant Church - Mouvement de Décolonisation et d'Emancipation Sociale (MDES) - Alyans Nasyonal Gwadeloup - Kollèktif Pou Sove Gwadeloup - Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe.